Peri : finances de la commune

Commune · Corse-du-Sud (2A) · 2 087 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Peri affichait un encours de dette de 203 k€, soit 97 € par habitant, une épargne brute égale à 13,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,9 ans.

Dette par habitant
97 €
203 k€ au total

Capacité de désendettement
0,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
13,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
687 € / hab.
1,4 M€ au total

Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	687 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	29 %	199 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	13,9 %	111 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	97 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	653 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	438 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 4 726 € en 2018 à 203 k€ en 2025 (+4 189,1 %). Valeur la plus haute : 210 k€ en 2024 ; la plus basse : 4 726 € en 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	4 726 €	16,6 %	0 ans	916 k€
2019	4 726 €	18,9 %	0 ans	776 k€
2020	4 726 €	25,5 %	0 ans	1,4 M€
2021	4 726 €	16,5 %	0 ans	523 k€
2022	4 726 €	12,8 %	0 ans	401 k€
2023	4 726 €	16 %	0 ans	980 k€
2024	210 k€	14 %	0,9 ans	1,3 M€
2025	203 k€	13,9 %	0,9 ans	1,4 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Peri	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	97 €	923 €	−89,5 %
Impôts locaux par habitant	438 €	581 €	−24,7 %
Frais de personnel par habitant	199 €	401 €	−50,2 %
Investissement par habitant	653 €	483 €	+35,3 %
Taux d'épargne brute	13,9 %	14 %	
Capacité de désendettement	0,9 ans	6,5 ans	

Jumelles : Richemont (57), Saint-Laurent-de-la-Prée (17), Soyons (07), Saint-Rogatien (17), Mées (40), Saint-Romain-en-Gal (69), Tanneron (83), Saubrigues (40), Évenos (83), Ogy-Montoy-Flanville (57). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 976	2 087	+5,6 %	+4,7 %
Dette par habitant	2 €	97 €	+3 961 %	−22,5 %
Impôts locaux par habitant	403 €	438 €	+8,5 %	+25 %
Frais de personnel par habitant	165 €	199 €	+20,9 %	+16,3 %
Taux d'épargne brute	18,9 %	13,9 %	−5 points	−2,3 points
Capacité de désendettement	0 ans	0,9 ans	+0,9 an	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 890 €		5 966 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Peri	Comparaison
Habitants (2023)	2 044	+16,8 % depuis 2012 (département : +15,7 %)
65 ans ou plus (2023)	22,1 %	département : 25 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2 pour 100 habitants	département : 2,4
Salariés du secteur privé (2025)	175	+40 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	22	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

960 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 250 emplois, soit 26 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,6 %	1,2 %	1,3 %	3,6 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11,2 %	10,7 %	6,6 %	19 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10,8 %	11,8 %	20,1 %	9,5 %
Professions intermédiaires	26,8 %	25,3 %	26,4 %	18,3 %
Employés	30,8 %	33 %	26,1 %	28,6 %
Ouvriers	19,8 %	18 %	19,5 %	21 %

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Corse-du-Sud (2A)) : 11 592 au moins, dont 45,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 537	40,1 %
Employés de l'hôtellerie	1 439	40,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	862	29,4 %
Cuisiniers	844	43,8 %
Vendeurs en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs et culturels	372	63,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de libre service	351	51,6 %
Caissiers	338	50 %
Maçons qualifiés	286	46,9 %
Vendeurs en produits alimentaires	258	16,7 %
Agents d'entretien de locaux	219	63,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Peri
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,3 M€ pour 17 projets
Par habitant	635 € (communes de même taille : 182 € ; département : 651 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	30,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	6 300 € pour 1 aide

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Rehabilitation sol, fours et fontaines - Tranche 1	156 249 €
2023	DETR	Aménagement d'un garage en espace France Services	143 560 €
2024	DETR	Rehabilitation sol, fours et fontaines - tranche 2	116 684 €
2025	DETR	Rehabilitation des fours, fontaines et ruelles du village - tranche 3	109 436 €
2023	DETR	Réhabilitation du bâtiment abritant l'école et la mairie de Peri et création d'un préau	63 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.